

DEA Droit communautaire
année 2000-2001
Droit de la concurrence
S. POILLOT PERUZZETTO

DROIT DE LA CONCURRENCE

1 Introduction

- Présentation du programme et des méthodes
- La notion de concurrence
- Les textes relatifs au droit de la concurrence
- Les objectifs de la politique de concurrence

2 L'incrimination des ententes et abus de position dominante

- Eléments constitutifs
- La notion d'entreprise
- La notion de pratique concertée
- Les positions dominantes collectives

Exposés :

La théorie des facilités essentielles
Le droit américain de la concurrence

3 La mise en oeuvre des articles 81 et 82

- L'exemption
- La répartition de compétence entre les autorités communautaires et nationales
- L'applicabilité cumulative des règles communautaires et nationales de concurrence
- La procédure devant la commission

Exposés :

Les différents recours dans la procédure
Le droit japonais de la concurrence

4 Application des articles 81 et 82

- Les accords verticaux le règlement 2790/99 du 22.12.99, le règlement 240/96 du 31.1.96
- Les accords horizontaux : les règlements 2658 et 2659 du 29.11.2000

Exposés

Le droit allemand de la concurrence

Le règlement d'exemption en matière de distribution automobile et sa réforme

5 Les concentrations

- les différents textes en matière de concentration et leur articulation
- La notion de concentration
- La dimension communautaire
- L'analyse au fond
- La procédure
- L'articulation des compétences

Exposés

Le droit anglais de la concurrence

La réforme du droit français de la concurrence

6 Les entreprises communes

- La notion d'entreprise commune
- Les différentes sortes d'entreprise commune
- Le régime des entreprises communes

Exposés :

La place de la politique de concurrence à l'égard de la protection des consommateurs

La place de la politique de concurrence à l'égard des règles de libre circulation

- "L'évolution du concept de concurrence", BIENAYME, Revue de la Concurrence et de la consommation 1996 N°90
- "Libre jeu de la concurrence ou libre gestion des entreprises" X. de Melo, REI N63 1993
- "Libre concurrence ou concurrence sauvage", E. FORT, Les petites affiches 1994 N 100
- " La concurrence dans l'Union européenne" P. LAURENT Revue C.C.C. Février 1995
- "La notion d'ordre public économique" P. MALAURIE Revue de la concurrence et de la consommation N 83 1995

Exercices

- Exposé rapide d'une question (dossier plus étayé) : la notion de concurrence
- Débat oral, plaidoirie ou négociation : liberté et égalité en droit de la concurrence ?
- Analyse de textes : relever tous les textes des Traités relatifs à la concurrence et classez les
- Construction de plan : Les sources du droit communautaire de la concurrence
- Elaborer une bibliographie

DEA Droit communautaire

année 1999-2000

Droit de la concurrence

S. POILLOT PERUZZETTO

Le droit communautaire de la concurrence (2ème partie)

Le rayonnement du droit communautaire de la concurrence

- "Droit de la concurrence dans les pays de l'Est" D. Danet, Les petites affiches N 154 1992
- "Droit de la concurrence et droit des contrats" M. MALAURIE Dalloz 1995 chron 51
- "Pour un espace européen de la concurrence " C. Babusiaux Dalloz 98,249

Comparaison du droit communautaire et du droit américain de la concurrence

- "Un tour d'horizon du droit et de la politique de concurrence" B.E. Hawk, Semaine juridique Ed Entreprise, numéro spécial 1992 N 42
- "Les sources théoriques de la pensée économique antitrust aux Etats Unis", F. Souty Revue concurrence et consommation N 79 p. 32
- "L'esprit du droit français de la concurrence" L. Vogel, CEDECE 1992

Exercices

- Exposé rapide d'une question (dossier plus étayé) : L'évolution des rapports droit communautaire /droits nationaux de la concurrence
- Débat oral, plaidoirie ou négociation : Le droit de la concurrence est-il un droit spécial ?
- Construction de plan : Comparaison entre les droits communautaire, français et américain de la concurrence

DEA Droit communautaire

année 1999-2000

Droit de la concurrence

S. POILLOT PERUZZETTO

L'incrimination des ententes et abus de position dominante

La notion d'entreprise :

C. BOLZE La notion d'entreprise en droit communautaire

CJEHöfner 23.4.91 C 41/90 ;

CJE Poucet 17.2.93 C 159/91;

CJE Eurocontrol 19.1.94 C 364/92 ;

CJE Hydrotherm 12.7.84 170/83

CJE Fédération Française des sociétés d'assurance et autres c/ Ministre de l'Agriculture
16.11.95 C 244/94

Conseil d'Etat 8.11.96 Dalloz 1997 N 22, 281

La notion de pratique concertée :

CJE ICI c/Commission 14.7.72 48 et svtes/69

CJE Pâte de Bois II 31.3.93 , C 89 114/85 et le commentaire à la RAE 1993 3, 103

et L. IDOT Europe Juin 1993,

TPI Pétofinia 24.10.91 T 2/89 , note P. Laurent Revue contrat, concurrence, consommation
Mars 1992

TPI Treillis soudés 6.4.95 T 141 et svtes/89

Les abus de position dominante collective

"Verre plat" arrêt TPI 10.3.92 aff 68/89, 77/89, 78/89 et décision Comités armatoriaux 1.4.92
JOCE L134 18.4.92

La théorie des facilités essentielles

Arrêt Oscar Bronner CJE 26.11.98 aff C-7/97

TPI Ladbroke 12.6.97

" Le droit d'accès à l'épreuve de la théorie des installations essentielles" M. Thyll-Tayara et C.
Couadou Contrats concurrence consommation Mai 1999" la régulation des réseaux et les relations industrie-commerce" J.P. Tran-Thiet Contrats
concurrence consommation Octobre 1998

Libre circulation et droit de la concurrence

TPI 10.7.91 BBC aff T 69/89 T70/89, T76/89 et CJCE 6.4.95 C241 et 242/91 et l'article de C.
CARREAU "Droit d'auteur et abus de position dominante : vers une éviction des législations
nationales" Europe Juillet 1995

Exercices

- Fiche de lecture : la notion d'entreprise en droit de la concurrence

- Exposés rapides d'une question (avec dossier écrit étayé) : 1° la théorie des facilités
essentiels ; 2° la position dominante collective- Débat oral, plaidoirie ou négociation sur les pratiques concertées : Préparer les arguments de
chacune des parties dans l'affaire Oscar Bronner

- Analyse de textes : L'article 30 en droit de la concurrence

- Construction de plan : la notion de pratique concertée

- Elaborer une bibliographie

DEA Droit communautaire

année 1999-2000

Droit de la concurrence

S. POILLOT PERUZZETTO

La mise en oeuvre des articles 85 et 86

Les principes du règlement 17 : Le règlement 17 du 6.2.62 JOCE L285 1971, le règlement 3385/94 du 21.12.94 concernant la forme, la teneur et les autres modalités des demandes et notifications présentées en application du règlement 17 (JOCE L377 31.12.94)

Répartition de compétence, coopération, subsidiarité en droit de la concurrence :

- . communication sur la coopération entre la Commission et les juridictions nationales pour l'application des articles 85 et 86 du Traité JOCE C 13.2.93 et communication sur la coopération entre la Commission et les autorités nationales JOCE C15.10.97
- . Jurisprudence : TPI Automec II 18.2.92 T 24/90, TPI BENIM 24.1.95 T 114/92, TPI R. Tremblay c/ SEL 24.1.95 T 5/93
- . "L'application du principe de subsidiarité en droit de la concurrence" L. IDOT Dalloz 1994 N 5
- . "Le nouveau régime des plaintes fondé sur l'article 85 ou 86 du Traité" P. Laurent, Revue CCC Juin 1993
- . "Comment mettre en oeuvre le principe de subsidiarité dans l'application des règles de concurrence" D. Brault Revue Concurrence consommation N 73 1993
- . "Faut-il modifier la répartition des compétences entre les autorités communautaires et les instances nationales ?" M. Babusiaux Revue de la concurrence et de la consommation N 84 mars-avril 1995
- . "Pour un espace européen de la concurrence" Babusiaux (voir dossier Introduction 2ème partie)

Le problème spécifique de la répartition de la compétence entre juridictions administratives et autorités nationales

- . "Débats autour des règles de compétence en droit de la concurrence" L. Nicolas-Vuillierme Contrats concurrence consommation Juin 1998

Règles de concurrence et méthode conflictuelle

- "Les conflits de lois en droit de la concurrence" L. Idot Clunet 1995, 321

Les garanties de procédure :

- TPI Automec précité, TPI BEMIM précité, TPI 18.11.92 Rendo
- Droit de la concurrence et CEDH X. de Melo RTDE 1993 p. 601
- Les procédures informelles dans le droit de la concurrence CEE R. St Esteben
- Les garanties offertes aux entreprises contrôlées en droit de la concurrence M.C. Bergerès P.A. 1994 N 68

Réflexion sur les sanctions

- "Y a-t-il un régime de sanction idéal aux infractions aux règles de la concurrence ?"
- Rencontres mondiales de la concurrence ?" Revue de la concurrence et de la consommation N 85 mai-juin 1995

Exercices

- Fiche de lecture : les conflits de lois en droit de la concurrence
- Exposé rapide : la répartition des compétences entre les organes nationaux et communautaire en droit de la concurrence (et les textes de référence)
- Analyse de texte : . communication sur la coopération entre la Commission et les juridictions nationales pour l'application des articles 85 et 86 du Traité JOCE C 13.2.93
- Construction de plan : application cumulative ou alternative des droits nationaux et

communautaires de la concurrence
DEA Droit communautaire
année 1999-2000

Droit de la concurrence

S. POILLOT PERUZZETTO

L'application des règles de concurrence en matière de commercialisation

- Le règlement 1215/99 du 10.6.99 JOCE L 148 du 15.6.99 modifiant le règlement 19/65 ;
règlement 1215/99 du 10.6.99 JOCE L 148 du 15.6.99 modifiant le règlement 17
- Le règlement d'exemption 1983/83 du 22.6.83 en matière de distribution exclusive, le
règlement d'exemption 84/83 du 22.6.83 en matière d'approvisionnement exclusif et la
communication relative à ces deux règlements du 30.12.83
- Le règlement d'exemption 4087/88 en matière d'accord de franchise
La communication relative aux contrats de représentation exclusive du 24.12.62
- Les arrêts du TPI du 12.12.96 en matière de parfum (Saint Laurent, Givenchy)
- Le règlement d'exemption relatif à la distribution et au service de vente et après-vente des
véhicules automobiles : règlement 1475/95 JOCE L145 du 28.6.95 et commentaire de J.P.
Gunther P.A. du 13.6.94 N 70 ; les arrêts CJE du 15.2.96 C226/94 Grand garage albigeois SA et C
309/94 Nissan France

Exercices

- Exposé rapide (avec document écrit plus étayé) : les différentes formes juridiques à la
disposition des entreprises pour commercialiser leurs produits à l'étranger et les contraintes
textuelles du droit de la concurrence
- Débat oral, plaidoirie ou négociation : préparer pour le distributeur la clause d'exclusivité
qu'il souhaite soumettre au concédant pour obtenir l'exclusivité territoriale de la distribution
des produits en France et anticiper les arguments du concédant pour préparer votre
négociation
- analyse de la décision Javico International CJE du 28.4.98 aff C-306/96